

Nouveaux Cahiers du socialisme



Arthur Manuel, *Décoloniser le Canada*, Montréal, Écosociété, 2018

Benoit Renaud

Number 22, Fall 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/91555ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Renaud, B. (2019). Review of [Arthur Manuel, *Décoloniser le Canada*, Montréal, Écosociété, 2018]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (22), 245–248.

de savoir et de raison qu'il est possible dans la formation de l'opinion publique, il ne peut être correctement rempli que par des gens qui ont un sentiment de totale indépendance intellectuelle » (p. 74). C'est pourquoi il plaide pour « accorder bien plus de liberté à la profession enseignante, qui devrait jouir de plus d'occasions de décider de ses propres affaires » (p. 84-85), ainsi que d'une véritable liberté d'opinion pour jouer pleinement son rôle social.

Arthur Manuel

Décoloniser le Canada

Montréal, Écosociété, 2018

Benoit Renaud

En 1778, le capitaine James Cook, un navigateur au service de l'Angleterre, a exploré la côte du Pacifique entre l'Oregon et l'Alaska. Sur cette base, le Royaume-Uni a proclamé sa souveraineté sur tout le bassin versant d'une série de fleuves, posant les fondements de ce qui allait devenir la Colombie-Britannique. Ce faisant, les Britanniques se considéraient les conquérants légitimes de nombreuses nations vivant tant sur la côte qu'à l'intérieur des terres. C'est le cas notamment de la nation Secwepemc, dont fait partie Arthur Manuel, auteur du remarquable essai anticolonial *Unsettling Canada* traduit par Écosociété. Le degré d'arrogance dans la pensée coloniale apparaît on ne peut plus clairement quand Manuel nous rappelle qu'à ce moment, aucun membre de sa nation n'avait jamais rencontré un Européen et qu'ils ignoraient tout du voyage de Cook.

La prise en charge par le gouvernement Trudeau de l'oléoduc Trans Mountain en Colombie-Britannique constitue un exemple actuel de cette politique coloniale. Le tracé de cet oléoduc traverse le territoire de plusieurs nations autochtones (incluant les Secwepemc) dont la plupart sont opposées au projet. Ces nations n'ont jamais accepté d'être dépossédées de leur territoire par le colonialisme britannique ou par l'État canadien.

Dans son essai politique et autobiographique, Arthur Manuel nous présente comment son peuple et le mouvement autochtone en général ont résisté à des siècles de colonialisme et de néocolonialisme. Il le fait dans un langage clair et nuancé, tissant avec efficacité des éléments plus personnels avec le contexte régional, pancanadien et même mondial.

Politiques d'assimilation

Jusqu'au début du XX^e siècle, la politique coloniale canadienne visait explicitement l'assimilation complète des Autochtones et leur disparition en tant que nations. Duncan Campbell Scott, surintendant du ministère des Affaires indiennes (MAI) dans les années 1920, avait déclaré : « Je veux qu'il n'y ait pas un seul Indien au Canada qui n'ait été absorbé par L'État⁴ ». À la suite des revendications des vétérans autochtones revenus de la Première Guerre mondiale, le gouvernement fédéral avait interdit leurs organisations politiques (1927) ainsi que leur recours aux tribunaux. Les agents du MAI contrôlaient directement les affaires des bandes. Plus tard, dans les années 1950 et 1960, on a connu une époque de contestation légale et de réorganisation menant notamment à l'obtention du droit de vote.

En 1969, le dépôt du Livre blanc du ministre Jean Chrétien a été un moment décisif. Il s'agissait, au nom de l'inclusion et du multiculturalisme, d'une nouvelle version d'une politique d'assimilation. Il proposait de mettre fin aux réserves et aux traités et de transformer les gouvernements autochtones en municipalités sous l'autorité des provinces. Les Premières Nations devenaient des groupes ethniques parmi d'autres dans l'ensemble canadien. Leurs territoires devaient être convertis en propriétés privées afin de favoriser le « développement ». Il va sans dire que les Premières Nations ont rejeté cette politique avec force et presque unanimement, ce qui fit ultimement dérailler le projet.

Depuis cette époque, l'objectif des gouvernements coloniaux, tant au niveau fédéral que provincial, a été de négocier une extinction des droits ancestraux des peuples autochtones de manière à lever toute ambiguïté sur la propriété des territoires et ainsi de favoriser des projets économiques extractivistes ou touristiques. On a présenté la Convention de la Baie-James de 1975 comme un exemple de traité. Les négociateurs Cris avaient accepté une entente pour 225 millions de dollars sur 20 ans, soit l'équivalent de 18 dollars par semaine par personne. Hydro-Québec a empoché des milliards depuis en exploitant un énorme territoire. Mais pour les Autochtones, c'était plutôt un exemple de néocolonialisme et une illustration de la situation de dépendance dans laquelle ils se trouvent toujours.

Pour obtenir des concessions de leur part, la stratégie des gouvernements coloniaux dans la négociation des traités modernes consiste à s'appuyer sur la pauvreté des Premières Nations, une pauvreté causée par leur dépossession. Cependant, très peu d'ententes ont été conclues depuis malgré cette pression économique énorme. Comme le souligne Manuel, rien ne peut dissoudre le lien entre le peuple et la terre.

4 Traduction de : « *I want to get rid of the Indian problem. Our object is to continue until there is not a single Indian in Canada that has not been absorbed* ».

Des autorités coloniales illégales

Un thème qui revient dans l'ensemble de l'ouvrage de Manuel est l'absence de respect des gouvernements coloniaux pour les traités signés et même pour leurs propres lois, incluant la constitution canadienne et les jugements de la Cour suprême. Il donne l'exemple d'un traité conclu en 1862, à l'époque de la ruée vers l'or, entre la Colombie-Britannique et sa communauté de Neskonalith. Ce traité ne sera jamais respecté. Les autorités coloniales ont continué à distribuer gratuitement des terres situées sur le territoire identifié dans le traité. Ils ont aussi accordé aux compagnies forestières des droits de coupe sur ce territoire, sans consultation ni compensation. Graduellement, leur territoire est passé d'un million d'acres à seulement 7000, en plus d'être morcelé.

La reconnaissance des droits ancestraux comporte un problème : les cours elles-mêmes sont des institutions coloniales. C'est ce qui explique la nécessité de recourir à des instances internationales. Après des décennies d'organisation et de diplomatie, la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones a finalement été adoptée en 2007 malgré l'opposition de quatre pays : les États-Unis, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, comme par hasard, quatre anciennes colonies britanniques de peuplement. Malgré son ralliement officiel par la suite, le Canada se situe toujours en violation de presque tous les articles de cette déclaration.

La *BC Treaty Commission* tente de négocier de nouveaux traités depuis les années 1980. Après plus de 30 ans de pourparlers et 500 millions de dollars en frais d'avocats, les nations impliquées se retrouvent avec très peu d'ententes et beaucoup de dettes. Le principe est que le gouvernement fédéral prête aux nations participantes l'argent nécessaire à leur représentation avec comme promesse que le résultat de la négociation leur donnera assez de compensations financières pour couvrir amplement les coûts encourus. Mais pour ne pas avoir à rembourser la dette maintenant, il faut continuer à négocier, même si on n'y croit plus. Une nation qui a voulu s'en dégager s'est retrouvée mise en tutelle à cause de son incapacité à rembourser ! C'est l'équivalent colonialiste du servage pour dette.

Les Autochtones et la constitution

La Loi constitutionnelle de 1867 constitue un document colonial consacrant la suprématie blanche. Les Indiens y sont présentés comme un problème dont doit s'occuper le gouvernement fédéral. On comprendra que pour beaucoup d'Autochtones, le 150^e anniversaire de cette loi ne leur donnait pas du tout le goût à la fête !

Les négociations de 1981-1982 pour le rapatriement de la constitution ont représenté pour les Autochtones une occasion de remettre en question le colonialisme et d'affirmer leurs droits. Une mobilisation massive vers Ottawa et des représentations faites directement à Londres et auprès des Nations unies visaient alors à empêcher le

fédéral et les provinces de procéder sans leur consentement. La mobilisation a obtenu un minimum de reconnaissance dans l'article 35 de la nouvelle constitution. Il n'en sortira cependant aucun changement réel des politiques gouvernementales.

Arthur Manuel est décédé en 2017, peu de temps après avoir contribué à la convergence des organisations de lutte autochtones *Defenders of the Land* et *Idle No More*. Conscient des limites des organisations officielles comme les conseils de bande, souvent en situation de dépendance par rapport aux autorités néocoloniales, il fait ressortir dans son ouvrage la nécessité de mobilisations sortant du cadre des réserves et des structures gouvernementales.

Chantal Mouffe

For a Left Populism

Londres, Verso, 2018

Cory Verbauwhede

Ce court essai, qui a reçu beaucoup d'attention en raison du rôle de mentor que Chantal Mouffe a joué auprès du mouvement Podemos, a le mérite de distiller en une centaine de pages les observations d'une riche carrière de réflexions politiques dans la tradition (post) marxiste. Mouffe propose une analyse qui permet de situer théoriquement ce qu'elle appelle, avec d'autres, le « moment populiste » actuel. Elle voit dans cette conjoncture historique l'occasion de mettre enfin un terme au cul-de-sac « postpolitique » des gouvernements de centre gauche et de centre droit, qui se succèdent depuis des décennies sans proposer de réelles solutions de rechange au capitalisme financier. Elle réactualise ainsi des idées qu'elle a commencé à développer à partir du milieu des années 1980, lorsqu'elle a publié *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale* (2009) avec le penseur argentin Ernesto Laclau. Constatant l'échec des partis socialistes et sociaux-démocrates à prendre au sérieux les mouvements antiautoritaires issus des révoltes de Mai 68, Mouffe et Laclau y exhortaient la gauche à se libérer de l'« essentialisme de classe » hérité du marxisme orthodoxe afin d'inclure aussi d'autres confrontations que celles basées sur les classes sociales.

Face à l'« hégémonie » actuelle du néolibéralisme et face à la complicité des partis de gauche traditionnels à son ascension, Mouffe en appelle désormais à la construction d'un sujet politique conçu comme un « peuple » qui s'opposerait à l'« oligarchie »